

VILLE DE GENÈVE



V I L L E D E
G E N È V E

**SUIVI ANNUEL 2013 DU
«PROGRAMME STRATÉGIQUE DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA VILLE
DE GENÈVE» (2011-2014)**

contexte

Le programme stratégique de développement durable (PSDD) 2011-2014, adopté le 24 septembre 2010 par le conseil administratif (CA), vise avant tout l'élaboration d'une vision cohérente et transversale du développement durable (DD). La ville de Genève s'est donc dotée d'objectifs communs, concrets et mesurables pour une période donnée, dont le suivi annuel est l'objet des pages suivantes.

Le CA a délégué à madame sandrine salerno, conseillère administrative en charge du département des finances et du logement (DFL), la coordination et le suivi de la mise en œuvre du PSDD. En complément, pour en assurer la transversalité, le comité de pilotage du PSDD est composé des directeurs et directrices des départements de la ville de Genève (CODIR).

Le service Agenda 21 – ville durable (A21) est chargé de son opérationnalisation, en collaboration avec 16 équipes de projet réparties dans l'Administration municipale. Le suivi

annuel des objectifs du PSDD, publié dans ce rapport, se base sur les informations transmises par les cinq départements.

de manière générale, ce programme peut être considéré comme un projet novateur, notamment par sa mise en œuvre interdépartementale.

nouveautés 2013

L'année 2013 correspond au troisième suivi annuel du PSDD. La réalisation des objectifs formulés les années précédentes s'est donc poursuivie dans le cadre des outils mis en place en 2010, puis optimisés en 2012. une notice méthodologique expliquant la manière de faire le suivi a été publiée en 2013 sur le site internet de la ville de Genève¹.

en complément aux pages internet dédiées à chaque objectif et au rapport de suivi annuel, une lettre d'information trimestrielle électronique, «Genève, ville durable», a été lancée en 2013. chacun-e peut s'y abonner

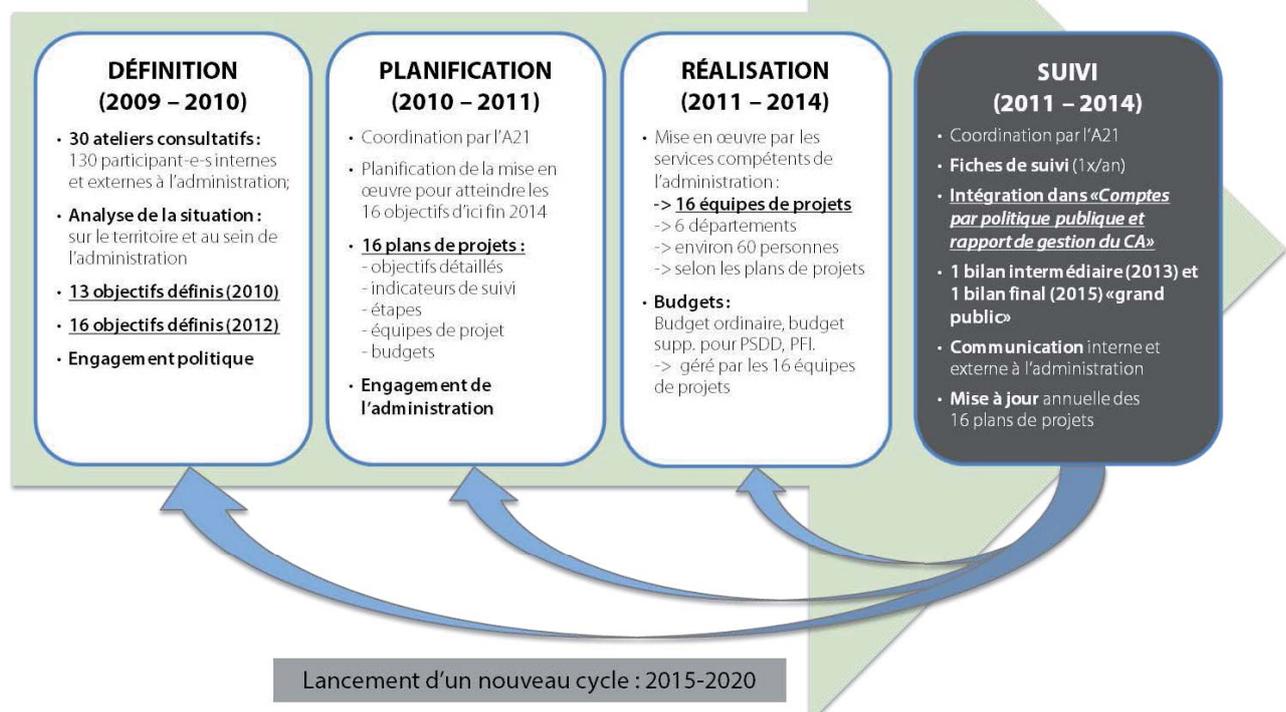
pour recevoir des actualités au sujet des réalisations DD de la ville ainsi que l'agenda des événements².

Perspectives 2014-2015

En 2014, le premier cycle de ce programme d'amélioration continue touchera à sa fin. Le service A21 réalisera donc un bilan des 4 années de mise en œuvre et communiquera le degré d'atteinte des objectifs. Le renouvellement du programme en vue de son deuxième cycle pour la période 2015-2020 sera préparé en 2014.

^{1,2} <http://www.ville-geneve.ch/ville-durable>

Cycle d'amélioration continue du «Programme stratégique de développement durable de la Ville de Genève (2011-2014)»



Résumé

Évaluation globale

	2011	2012	2013
OBJECTIF 1 : VISION PARTAGÉE			
OBJECTIF 2 : PARTICIPATION			
OBJECTIF 3 : QUALITÉ DE L'AIR			
OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT			
OBJECTIF 5 : BIODIVERSITÉ			
OBJECTIF 6 : ACHATS DURABLES			
OBJECTIF 7 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE			
OBJECTIF 8 : MOBILITÉ			
OBJECTIF 9A : INTÉGRATION			
OBJECTIF 9B : INCIVILITÉS			
OBJECTIF 10 : ÉCONOMIE LOCALE			
OBJECTIF 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL			
OBJECTIF 12A : HANDICAP ET CULTURE			
OBJECTIF 12B : INFRASTRUCTURES CULTURELLES			
OBJECTIF 12C : DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES			
OBJECTIF 13 : COOPÉRATION			

Légende

Évaluation globale

= bonne

= moyenne

= mauvaise

Degré de réalisation de l'objectif

= atteint

= partiellement atteint

= pas atteint ou reporté

- = non évaluable

Résultats planifiés en 2013

✓ = réalisé

~ = partiellement réalisé ou léger retard

✗ = pas réalisé, reporté ou abandonné

OBJECTIF 1 : VISION PARTAGÉE

LA VILLE DE GENÈVE ÉLABORE AVEC LES ACTRICES ET ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UNE VISION PARTAGÉE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE SA GOUVERNANCE.

responsable: DFL

collaborations: AUT, DCA, DCS, DEUS et SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	au 31.12.2012			au 31.12.2013		
		valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
1.1 INTERNE À L'ADMINISTRATION: LE CA ET LE CM, AINSI QUE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL MUNICIPAL, SONT RÉGULIÈREMENT INFORMÉS SUR LE SUIVI DU PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD).							
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
nombre de personnes ayant participé à une formation sur le développement durable en ville de Genève	max min	50 25	25		50 25	13	
pourcentage des groupes cibles internes à l'administration tenus informés annuellement (CA, CM, CODIR, correspondant-e-s Agenda 21)	max min	100% 75%	100%		100% 75%	100%	
faits marquants 2013 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ formation sur le coming-out (1^{ère} édition des midis du DD). ✓ séance de bilan intermédiaire (2011-2012) au comité des directeurs et directrices (CODIR) et aux correspondant-e-s A21. ✓ information CM dans le cadre des processus budgétaires. ✓ mise à disposition de bilans complets sur le web. ✓ forte implication de l'admin. pour la conférence Genève 2013. 							
<ul style="list-style-type: none"> ~ un article sur les deux prévus publié dans le magazine interne vg mag. ✗ renonciation à l'envoi d'un courrier à l'ensemble du personnel. ✗ une seule formation continue pour le personnel sur la vision partagée du développement durable (nouveaux formats lancés pour 2014) 							
1.2 EXTERNE À L'ADMINISTRATION: LA VILLE DE GENÈVE INFORME LES HABITANT-E-S ET SES PARTENAIRES DU CONTENU DU PROGRAMME STRATÉGIQUE ET LES SENSIBILISE AUX ENJEUX DU DD.							
nombre d'actions de communication à destination du grand public	max min	12 8	10		12 8	20	
nombre d'abonné-e-s à la lettre d'information trimestrielle (externe à l'administration)	max min	250 230	180		300 250	468	
nombre de « clics » sur les pages Genève ville durable du site internet de la ville de Genève (total global annuel)	max min	7985 7259	9500		10400 9500	9901	
faits marquants 2013 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ lettre d'information trimestrielle «Genève, ville durable» lancée en octobre. Elle compte 518 abonné-e-s et se poursuit en 2014. ✓ mise à disposition de bilans complets sur le web. ✓ conférence Genève 2013 (voir détail dans le bilan global). ✓ conférence «grand public» avec Patrick Viveret, philosophe alter-mondialiste, sur le rapport à la richesse. ✓ soutien à la manifestation «Planetsolar Deepwater». ✓ soirée environnement à Cinétransat. 							
<ul style="list-style-type: none"> ✓ articles dans chaque édition du vivre à Genève (thèmes : participation, conférence Genève 2013, bilan 2011-2012 du PSDD, protection du climat, monitoring des villes durables). ✓ stand à l'accueil des nouveaux habitant-e-s. ✓ co-organisation de l'escalade des retraité-e-s. ✗ projet de sondage mesurant les perceptions des habitant-e-s mis en attente. 							
1.3 PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE: LA VILLE DE GENÈVE S'ASSURE DE LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'ÉLABORATION ET AU SUIVI DES OBJECTIFS PRIORITAIRES.							
nombre annuel de participant-e-s de la société civile aux journées de suivi	max min	60 50	0				
faits marquants 2013 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✗ abandon de la journée de suivi au profit de la lettre d'information et d'un bilan final après 4 ans. 							
<ul style="list-style-type: none"> ~ réflexion en cours sur ce sous-objectif et son indicateur, en vue d'une adaptation aux nouvelles priorités. 							

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif progresse (conférence internationale, lettre d'information, articles,...), malgré une évaluation globale moyenne. Les formations seront à renforcer en 2014.	
<ul style="list-style-type: none">✓ réalisation de la conférence Genève 2013 (trois jours de débats sur la durabilité urbaine, 850 personnes présentes en provenance de 51 pays, 16 partenaires membres du comité international de préparation, 20 partenaires sponsors de la région, 7 sessions plénières traduites anglais-français, avec 36 intervenant-e-s européen-ne-s de haut niveau, 1 session des maires, 29 ateliers thématiques avec des expert-e-s de chaque domaine, dont un tiers sur les aspects non-environnementaux de la durabilité ; 17 visites de site dans la région genevoise, 48 exposant-e-s).✓ Lancement de la Lettre d'information «Genève, ville durable».✓ Plusieurs actions de communication durant l'année (Planetsolar, cinetransat, articles vivre à Genève,...).✓ création de plusieurs supports de communication (plaquette et roll-up).✓ Augmentation des clics sur les pages Internet du programme.	<ul style="list-style-type: none">~ une seule formation interne sur le développement durable. En 2014, déploiement d'un nouveau concept de formation interne (midis du développement durable).~ Intensifier en 2014 la communication avec le CA et le CM qui s'avère insuffisante.✗ Abandon de la journée annuelle de suivi au profit d'une communication par le biais d'une lettre d'information. La prochaine consultation est prévue dans le cadre du renouvellement du programme stratégique de développement durable (fin 2014 ou courant 2015).
pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/vision-partagee-developpement-durable/	

LA VILLE DE GENÈVE ÉTABLIT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.

responsable: DFL

collaborations: AUT, DCA, DCS, DEUS et SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
indicateur(s)							
2.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE MET À DISPOSITION DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UN GUIDE SPÉCIFIQUE CONTENANT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.							
% de l'état d'avancement de l'objectif de mise à disposition du guide spécifique	max	30%	30%		60%	45%	
	min	15%			45%		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ~ En 2013 le CA a renvoyé au groupe de projet de l'obj. 2 la proposition d'élaborer une charte de la participation en ville de Genève et l'a invité à lui proposer une procédure de participation propre à couvrir le domaine des grands projets. cette procédure devrait par la suite être intégrée à l'ensemble du dispositif de gouvernance participative. Le groupe de projet a entamé une réflexion sur ces sujets. ~ Dès lors, une redéfinition des besoins et des attentes de la ville quant à cet objectif est nécessaire.		15% : État des lieux des démarches participatives en vdg 30% : rapport d'évaluation sur les démarches participatives en vdg et plus particulièrement sur les contrats de quartier 45% : création du groupe d'accompagnement 60% : proposition d'un guide par le groupe d'accompagnement 75% : validation du guide 90% : publication du guide (papier et pdf) 100% : diffusion du guide (en interne et à l'externe)					

2.2 D'ICI FIN 2014, L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION CONCERNÉS PAR LES DÉMARCHES PARTICIPATIVES AURA SUIVI UNE FORMATION CONTINUE SUR L'UTILISATION DU GUIDE (1 PERSONNE MIN/ SERVICE CONCERNÉ)							
% des services de l'administration concernés par les démarches participatives ayant suivi la formation continue sur l'utilisation du guide (1 personne min/service concerné)	max						
	min						
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✕ remarque : cet objectif est dépendant de l'objectif 2.1. Le début des formations ne pourra pas débuter avant 2015.							

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif progresse, toutefois un certain retard a été pris en 2013. Il devra rapidement être comblé pour permettre la diffusion du guide sur la participation en fin d'année 2014, comme prévu initialement.	
✓ création du groupe d'accompagnement ✓ reconnaissance partagée de la nécessité d'une définition de la participation en ville de Genève pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/participation/ http://www.ville-geneve.ch/quartiers-geneve/contrats-quartier	

OBJECTIF 3 : QUALITÉ DE L'AIR

LA VILLE DE GENÈVE RATIONALISE ET ASSAINIT SON PARC DE VÉHICULES AFIN DE DIMINUER DE FAÇON SIGNIFICATIVE LES ÉMISSIONS POLLUANTES.

responsable: DEUS

collaborations: COGEVE

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
3.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE APPROUVE ET MET EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE ET STRATÉGIE DE GESTION ET DE RENOUVELLEMENT DES VÉHICULES.							
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
degré de réalisation et de mise en œuvre de la nouvelle politique et stratégie de gestion et de renouvellement des véhicules	max	35%	35%		70%	75%	
	min	20%			55%		
faits marquants 2013 et/ou remarques :							
✓ Le Programme d'actions 2013-2015 (PA) validé par le comité des directeurs et directrices (CODIR) le 27 août 2013.			degré de réalisation :				
✓ La directive générale relative à la cession de véhicules et engins (action 2.1 du PA) a été validée le 8 janvier 2014.			70% : plan d'actions validé				
~ Les fiches de suivi de la mise en œuvre du PA seront élaborées en 2014.			100% : plan d'actions mis en œuvre				
3.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE MET EN PLACE UN SYSTÈME D'INFORMATION QUI INTÈGRE ET CONNECTE ENTRE ELLES LES DIFFÉRENTES DONNÉES RELATIVES À LA GESTION DU PARC DE VÉHICULES (FINANCES, ASSURANCES, ENTRETIEN ET MAINTENANCE, ENVIRONNEMENT, TYPOLOGIE DES VÉHICULES, ETC.).							
degré de déploiement du système d'information du parc de véhicules	max	50%	35%		90%	95%	
	min	30%			65%		
faits marquants 2013 et/ou remarques :							
✓ Le nouveau système d'information est opérationnel depuis avril 2013 (action 7 du PA).			degré de déploiement :				
✓ une nouvelle procédure permet d'affecter analytiquement les coûts d'acquisition par objet (véhicule, engin, remorque, etc.). c'était déjà le cas pour les coûts de fonctionnement (carburant, assurance, entretien et maintenance, etc.) mais pas pour les coûts d'investissement (acquisition).			90% : outils en production (yc. migration des données)				
✓ Le nouveau système d'information et la vue des coûts d'acquisition par objet permettront d'améliorer la gestion du parc de véhicules.			100% : outils en production ajustés (yc. ajustements éventuels)				
3.3 D'ICI 2014, PLUS DE 80 VÉHICULES ET ENGIN VÉTUSTES SONT REMPLACÉS PAR DES VÉHICULES TECHNIQUEMENT ADAPTÉS AUX BESOINS ET PERFORMANTS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL, DANS LE CADRE DE L'ASSAINISSEMENT DU PARC ACTUEL.							
nombre de véhicules et engins du plan d'assainissement inclus dans un nouveau processus de remplacement	max	50	50		65 (81%)	50 (63%)	
	min	30			45 (56%)		
nombre total de véhicules et engins du plan d'assainissement remplacés	max	40	28		60 (75%)	46 (58%)	
	min	25			45 (56%)		
faits marquants 2013 et/ou remarques :							
✓ Le crédit n° 2 (PR-869, PR-929) est en cours de réalisation.			✗ En 2013, il y a eu une volonté politique de diminuer fortement le volume des investissements de la ville de Genève. cette situation a conduit à reporter d'une année le dépôt de la proposition de crédit prévue pour 2013.				
PR-869 : Les 6 véhicules du plan d'assainissement de cette PR ont été remplacés.			✗ Au 31.12.13, la valeur de l'indicateur 3.3b est proche du seuil minimum. toutefois, 17 véhicules et engins du plan d'assainissement seront livrés au cours du 1 ^{er} semestre 2014 (PR-929), ce qui permettrait d'atteindre la cible avec un décalage de 6 mois.				
PR-929 : des 30 véhicules du plan d'assainissement de cette PR, 17 seront remplacés au cours du 1 ^{er} semestre 2014. Le solde sera remplacé en 2015.							

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
indicateur(s)							
3.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE 4% LES ÉMISSIONS DE CO2 ANNUELLES GÉNÉRÉES PAR LA CONSOMMATION DE CARBURANT DU PARC DE VÉHICULES PAR RAPPORT À L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2010.							
variation des émissions de CO ₂ annuelles générées par la consommation de carburant par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2363)	-4.8% (2344)	●	-4% (2363)	-5% (2338)	●
	min	-2% (2412)			-2% (2412)		
moyenne des variations des émissions de CO ₂ annuelles générées par la consommation de carburant de la période de 2011 à 2014 par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2363)	-2.58% (2344)	●	-4% (2363)	-3.3% (2344)	●
	min	-2% (2412)			-2% (2412)		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ La quantité d'émissions de CO₂ en 2013 est pratiquement la même qu'en 2012 (diminution de 6 tonnes CO₂), mais la tendance à la baisse des émissions de CO₂ se confirme par rapport à l'année de référence (2010).
- ✓ un nouvel indicateur (moyenne des émissions de CO₂ par véhicule) est renseigné à partir de 2013. L'avantage de cet indicateur est qu'il n'est pas influencé par l'évolution de la taille du parc de véhicules. Il permet d'apprécier de manière plus objective l'évolution des émissions de CO₂.
- ✗ La mise en corrélation des résultats et de la nouvelle stratégie de gestion et de renouvellement des véhicules a été reporté.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement du département en charge de la mise en œuvre et principalement sur les crédits d'investissements relatifs au renouvellement et à l'assainissement du parc de véhicules.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif global est en bonne voie de réalisation. En 2013, la politique de gestion des véhicules et engins a été validée et le nouveau système d'information est opérationnel. un retard de six mois dans le renouvellement des véhicules est dû au report des crédits d'investissements.	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le programme d'actions 2013-2015 de la politique de gestion des véhicules et engins est finalisée et validée le 27 août 2013. son degré de réalisation et de mise en œuvre avance comme prévu. ✓ Le monitoring des émissions de CO₂ annuelles générées par la consommation de carburants porte désormais sur une période de 4 ans (de 2010 à 2013). sur cette période, on observe une diminution progressive de la consommation de combustibles fossiles. de plus, la qualité des données de consommation de carburants s'est sensiblement amélioré entre 2010 et 2013. ✓ d'un point de vue de la gestion du parc, deux avancées importantes ont eu lieu en 2013 : <ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre d'un nouvel outil de gestion du parc sur SAP. ce nouveau système d'information véhicules est opérationnel depuis avril 2013. - L'application d'une nouvelle procédure qui permet d'affecter analytiquement les coûts d'acquisition (investissement) à chaque nouveau véhicule du parc. 	<ul style="list-style-type: none"> ~ un retard a été pris dans le rythme de renouvellement et d'assainissement du parc véhicules. En effet, aucune proposition de crédit pour le renouvellement de véhicules n'a été déposée ni en 2012 ni en 2013. ~ cette situation découle de la volonté politique de limiter et de diminuer le volume des crédits et des dépenses d'investissements pour l'ensemble de l'administration. or, ce retard pris dans le rythme de renouvellement a un impact négatif sur l'état du parc de véhicules. ~ bien que la qualité des données de consommation de carburants soit sensiblement meilleure, il reste encore des aspects à améliorer au niveau de la saisie des données. ~ pour continuer à développer le système d'information véhicules, il s'agit d'intégrer les données environnementales et de créer un lien avec le logiciel veprovige (passerelle informatique).
pour plus d'info : www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/qualite-local/	

OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE EN VISANT UN TERRITOIRE À ZÉRO ÉMISSION DE CO₂ ET 100% D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN 2050. ELLE RÉDUIT SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE MOITIÉ, NOTAMMENT PAR L'ASSAINISSEMENT ÉNERGÉTIQUE DE SES BÂTIMENTS ET PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.

responsable: DCA

collaborations: DFL et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
indicateur(s)							
4.1 D'ICI FIN 2014, MISE EN ŒUVRE DE LA TOTALITÉ DU PROGRAMME D' ACTIONS DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE (VERSION 2009-2013).							😊
pourcentage d'actions terminées (33 actions inscrites au programme)	max	70%	77%	●	80%	86%	●
	min	50%			60%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le premier cycle de mise en œuvre de la politique énergétique et climatique s'achève en 2013. une méthodologie pour évaluer la mise en œuvre du plan d'actions a été établie. certaines actions s'inscrivent aujourd'hui dans les pratiques des services et sont pérennisées pour l'avenir. un nouveau plan d'action 2014 - 2018 est en cours d'élaboration.
- ✓ Le premier bilan du plan d'actions est extrêmement positif et montre le chemin parcouru en seulement quatre ans. avec notamment la mise en œuvre d'un catalogue d'indicateurs et de tableaux de bord qui permettent une vision plus transversale des projets et un suivi de leur évolution dans le temps.

4.2 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 15% DES ÉMISSIONS DE CO₂ DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF MUNICIPAL (CONVENTION D'OBJECTIF POUR L'EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LE CO₂ - BASE 2005).							😊
taux de réduction des émissions de CO ₂ – Patrimoine administratif municipal (tonne CO ₂)	max	13%	13.2%	●	14%	15.2%	●
	min	11%			12%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Les outils de comptabilisation des émissions de CO₂ sont opérationnels tant à l'échelle de l'administration que du territoire. Les tendances sont positives et le premier cycle d'application de la loi sur le CO₂ se solde par un excédent de certificats d'émission pour la ville de Genève (réduction des émissions de CO₂ plus importante que prévue dans la convention d'objectifs avec l'office fédéral de l'environnement (OFEV).
- ✓ Les objectifs fixés dans le cadre de la convention des maires de la commission européenne sont monitorés. La tendance est favorable. L'effort doit être poursuivi jusqu'en 2020 pour l'ensemble du territoire.

4.3 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 10% DES CONSOMMATIONS MUNICIPALES D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE (BASE 2005).							😐
taux de réduction des consommations d'énergies thermiques	max	9.33%	7.08%	●	10.67%	7.76%	●
	min	7.78%			8.89%		
nombre de chaudières municipales assainies depuis 2009	max	45	61	●	50	76	●
	min	35			40		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Les entretiens et assainissements de chaufferies sont effectués selon des plannings annuels. Les objectifs fixés sont d'ores et déjà atteints.
- ~ La consommation d'énergies thermiques fossiles se réduit régulièrement. cependant, pour prétendre atteindre l'objectif ambitieux fixé, il conviendrait de réaliser les projets d'assainissement des grands ensembles et développer des infrastructures de quartier basées sur les énergies renouvelables.
- ~ Les conditions climatiques 2013 n'ont pas été favorables, avec un arrêt du chauffage très tard dans la saison, soit le 7 juin. ceci ne s'était pas vu depuis 1984.

4.4 D'ICI FIN 2014, COUVERTURE DE 12% DES BESOINS MUNICIPAUX D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE PAR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (BASE 2005).							😞
part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement thermique municipal	max	9.64%	3.01%	●	10.95%	3.06%	●
	min	5.35%			6.60%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le développement significatif des énergies renouvelables implique impérativement la réalisation d'infrastructures d'envergure à l'échelle des quartiers. dans cette optique, l'année est marquée par le démarrage du projet « cadeco-jonction ». ce projet prévoit d'alimenter en chaleur, provenant en quasi-totalité d'origine renouvelable, une vingtaine de bâtiments dans le quartier de la jonction d'ici 2017, à des coûts similaires aux solutions traditionnelles recourant à des énergies fossiles. ce projet fera progresser très rapidement la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique global de la ville de Genève.
- ✓ L'approvisionnement en gaz du conservatoire et Jardin botaniques (CJB) est aujourd'hui entièrement couvert par du biogaz (nouveau produit mis sur le marché par les SGE en 2013). Le site des CJB, un des plus importants consommateurs du patrimoine administratif, est aujourd'hui approvisionné à 100% par des énergies renouvelables.
- ✗ La part des énergies renouvelables pour couvrir les besoins en énergie de chauffage progresse plus lentement que prévu.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
indicateur(s)							
4.5 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 30% DES CONSOMMATIONS D'ÉLECTRICITÉ DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC MUNICIPAL (BASE 2005).							😊
taux de réduction de la consommation d'électricité pour l'éclairage public municipal	max	31%	32%	●	31%	36%	●
	min	29%			29%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ depuis 2010, plus de 4'500 points lumineux, ainsi que le cordon lumineux de la rade, ont pu être remplacé. La première phase d'assainissement de l'éclairage public est achevée et dépasse les objectifs fixés initialement. Les consommations électriques ont été réduites de 36%, tout en permettant d'obtenir un gain important au niveau de la qualité de l'éclairage.

4.6 D'ICI FIN 2014, ENGAGEMENT DE RÉDUCTION D'ÉNERGIE SUR LE TERRITOIRE MUNICIPAL (BASE 2005). STATISTIQUES SIG ET CANTON DE GENÈVE.								😊
consommation d'électricité du territoire de la ville de Genève (gwh)	max				1'273	1'190 (2012)	●	
	min				1'324			
consommation de gaz du territoire de la ville de Genève (gwh)	max				955	1'043 (2012)	●	
	min				1'201			
consommation de mazout du territoire de la ville de Genève (gwh)	max				1'063	897 (2012)	●	
	min				1'208			

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ La planification énergétique est désormais inscrite dans la loi sur l'énergie. Les concepts énergétiques territoriaux sont liés aux plans localisés de quartier (PLQ) et aux plans directeurs de quartier (PDQ). La pratique est désormais bien ancrée et permet une collaboration fructueuse entre les services de l'urbanisme et de l'énergie.
- ✓ Au moment de la publication, les données 2013 n'étaient pas encore disponibles.
- ✓ La ville participe au groupe de travail cantonal pour la stratégie thermique territoriale. Le rôle des acteurs a été formalisé et la coordination est en cours de mise au point.

4.7 LA VILLE DE GENÈVE PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.								😊
nombre d'actions de communication	max	14	20	●	14	28	●	
	min	10			10			
nombre d'affiches display publiées	max				385	385	●	
	min				385			

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Accueil de groupes d'étudiants, de délégations suisses et étrangères
- ✓ publications techniques
- ✓ participation à des conférences, séminaires et groupes de travail régionaux et internationaux
- ✓ valorisation de l'image de «Genève - ville durable», à travers les actions de communication
- ✓ vingt-sept collectivités publiques suisses et françaises, dont la ville de Genève, se sont mobilisées autour du projet REVE d'Avenir, dont l'objectif est de dépasser les 3x20 fixés par l'union européenne d'ici 2020 (à savoir, augmenter de 20 % l'efficacité énergétique, diminuer de 20 % les émissions de CO2 et couvrir 20 % des besoins en énergie par des énergies renouvelables). Dans cette perspective, des affiches «display» ont été réalisées pour tous les bâtiments appartenant à la ville de Genève. Celles-ci permettent de rendre lisible et visible l'utilisation de l'énergie et de l'eau dans tous les bâtiments concernés. La plateforme internet pour publier les affiches «display» est en cours d'élaboration.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite en respectant les budgets de fonctionnement et les crédits d'investissements.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectifs très ambitieux et globalement en bonne voie de réalisation. En 2013, l'objectif annuel est partiellement atteint, dû principalement au poids des énergies renouvelables encore trop faible par rapport à l'approvisionnement thermique municipal global.	
<ul style="list-style-type: none">✓ Le premier cycle de mise en œuvre de la politique énergétique et climatique s'achève en 2013, avec un bilan extrêmement positif qui montre le chemin parcouru en seulement quatre ans.✓ Les outils de comptabilisation des émissions de CO₂ sont opérationnels tant à l'échelle de l'administration que du territoire. La ville de Genève a réalisé plus d'économies de CO₂ que prévues dans la convention d'objectifs avec l'OFEV.✓ Les objectifs fixés en matière de nombre de chaudières municipales assainies (76) sont d'ores et déjà atteints.✓ Le site du conservatoire et des jardins botaniques (CJB), quatrième consommateur du patrimoine administratif, est aujourd'hui approvisionné à 100% par des énergies renouvelables.✓ Plus de 4'500 points lumineux, ainsi que le cordon lumineux de la rade, ont été remplacés depuis 2010. cela a permis de diminuer la consommation d'électricité de l'éclairage public municipal.✓ Plusieurs groupes de travail ont été mis en place (en interne et à l'externe de l'administration) en vue d'engager une réduction des consommations d'énergie sur le territoire municipal.✓ signature d'une convention tripartite entre la ville de Genève, le canton et SIG pour le développement de cadEco-Jonction, dès 2017. <p>pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/energie-climat/</p>	<ul style="list-style-type: none">✗ La consommation d'énergies thermiques fossiles se réduit régulièrement. cependant, pour prétendre atteindre l'objectif ambitieux fixé, il conviendrait de réaliser les projets d'assainissement des grands ensembles et de développer des infrastructures de quartier basées sur les énergies renouvelables.✗ Le déploiement d'installations recourant aux énergies renouvelables se poursuit, mais à un rythme irrégulier par rapport au trend linéaire des objectifs de la stratégie «100% renouvelable en 2050».

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE DES ESPACES NATURELS ET DES HABITATS DE QUALITÉ, EN RÉSEAU, POUR AUGMENTER LA BIODIVERSITÉ.

responsable: DCS

collaborations: DCA et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	
		au 31.12.2012			au 31.12.2013			
indicateur(s)								
5.1 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).								
5.1.1 D'ici fin 2014, les 23 sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève bénéficient d'un inventaire floristique (plantes vasculaires).								
nombre de sites prioritaires inventoriés	max	23	23					
	min	20						
5.1.2 D'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de lichens qui s'y développent) font l'objet d'un inventaire sur les lichens.								
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les lichens a été réalisé (dès 2012)	max	35	30		65	66		
	min	30			50			
5.1.3 D'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de mousses qui s'y développent) font l'objet d'un inventaire sur les mousses.								
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les mousses a été réalisé (dès 2012)	max	35	35		65	72		
	min	30			50			
5.1.4 D'ici fin 2014, 10 murs « sanctuaires » présents sur le territoire de la ville de Genève sont définis sur la base d'un inventaire sur les lichens et les mousses.								
nombre de murs ayant fait l'objet d'un inventaire sur les lichens et les mousses (dès 2012)	max	7	5		10	8		
	min	5			8			
nombre de murs «sanctuaires» définis (fin 2014)	max	-	-	-				
	min	-						
5.1.5 D'ici fin 2014, les milieux naturels des 23 sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève sont cartographiés.								
nombre de sites prioritaires cartographiés	max	100%	100%					
	min	100%						

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ 2 nouveaux sites prioritaires ont été inventoriés en ville de Genève, qui porte le total à 25 sites (5.1.1) : site de la rue de l'Encyclopédie et site de la voie-creuse.
- ✓ 2 nouvelles espèces de lichens pour la Suisse et 11 pour le canton, ainsi que 2 espèces de mousse nouvelles pour le canton ont été découvertes.
- ✓ Fin 2013, 41% des mousses connues dans le canton ont été inventoriées en ville de Genève.
- ~ Le budget initialement prévu au début du projet pour l'année 2013 a été diminué d'environ 30% pour les inventaires. Le résultat est néanmoins très satisfaisant.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
indicateur(s)							

5.2 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).

5.2.1 D'ici fin 2014, 100% des espèces d'insectes connues sur l'ensemble du territoire de Genève (ville et canton) sont répertoriées.

% d'espèces d'insectes connues sur l'ensemble du territoire de Genève (ville et canton) répertoriées	max	60%	100%				
	min	30%					

5.2.2 D'ici fin 2014, 5 sites d'intérêt sur le territoire de la ville de Genève font l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois.

nombre de sites d'intérêt ayant fait l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois	max	2	4		3	4	
	min	1			2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ inventaire complémentaire des coléoptères du bois : bois de la bâtie et du bout du monde.
- ✓ identification de 50 arbres remarquables pour les coléoptères du bois, dont 30 ont été documentés (photos, caractéristiques, etc.).

5.3 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).

5.3.1 D'ici fin 2014, 7 espèces prioritaires (selon la liste des espèces prioritaires cantonales¹) présentes sur le territoire de la ville de Genève bénéficient d'un plan d'action de protection.

nombre de plans d'action réalisés	max	2	1		3	3	
	min	1			2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ plans d'action pour *grimmia crinita* (mousse) et *Phaeophyscia hirsuta* (lichen).
- ~ Le budget initialement prévu au début du projet pour l'année 2013 a été diminué d'environ 30% pour les inventaires. Le résultat est néanmoins très satisfaisant.

5.4 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).

5.4.1 D'ici fin 2014, 4 espèces prioritaires de coléoptères du bois inventoriées et cartographiées bénéficient d'un plan d'action de protection.

nombre de plans d'action réalisés	max	1	2		3	2	
	min	1			2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Finalisation du 1^{er} gîte à Lucane (coléoptère) de la ville au parc La Grange et construction de 2 gîtes à Grand Capricorne (coléoptère) au parc Trembley et à la Perle du lac.
- ✓ réalisation et mise à disposition du SEVE par MHN de 2 panneaux didactiques pour gîtes Grand Capricorne et Lucane à destination du grand public (rédaction, réalisation par graphiste, production).
- ✓ compléments et mise à jour des plans d'actions du Grand Capricorne et du Lucane (coléoptères) et mise en cohérence de ces derniers avec plans DGNP au niveau cantonal.
- ✗ pas de nouveau plan d'action en raison des besoins urgents exprimés par la DGNP et les jardiniers et jardinières du SEVE, nos efforts ont été redéployés sur les actions non-prévues énumérées ci-contre.

5.5 MENER DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION SUR LA BIODIVERSITE.



5.5.1 deux actions de communication sont réalisées par an sur la biodiversité.

nombre d'actions de communication réalisées par année

max	2	4	●	2	12	●
min	2			2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Article dans la Feuille verte (CJB).
- ✓ conférences et atelier lors de la 7e conférence européenne des villes durables - Genève 2013 (CJB).
- ✓ Appel à infos sur coléoptères des bois dans vivre à Genève (MHN).
- ✓ Article dans L'hermine (MHN).
- ✓ 2 jours de médiation au centre commercial de Meyrin (MHN).
- ✓ Pose statue au gîte du parc de la grange avec animation et article dans la Tribune de Genève (MHN).
- ✓ Mise à jour des informations sur sites Internet (CJB, MHN).
- ✓ Présentation des projets PSDD sur site Internet de la commune d'Aire-la-Ville (MHN).
- ✓ Article dans Le Messager (MHN).
- ✓ Renvoi dans Le Musée en 80 histoires (MHN).
- ✓ Mention dans la brochure des 150 ans du SEVE (MHN).

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 160'000.- (CHF 60'000.- CJB / 30'000.- DSIC / 70'000.- MHN)	CHF 153'779.- (CHF 60'000.- CJB / 27'648.- DSIC / 66'131.- MHN)
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectifs ambitieux et globalement en bonne voie de réalisation	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ La mise en place des gîtes à coléoptères au parc La Grange et au parc Trembley (en présence de 4 classes d'écoliers) a été extrêmement bien accueillie par la population et les médias. Ils devraient se multiplier en 2014. ✓ Les transversalités développées entre les CJB, MHN, SEVE et URB durant ces 3 ans commencent à porter leurs fruits en ouvrant de nouvelles perspectives en termes d'efficacité, de cohérence et de pertinence des actions menées par ces services. <p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/biodiversite/</p> <p>http://www.ville-ge.ch/cjb/conservation_activites_geneve_ville_durable.php</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Le budget initialement prévu au début du projet pour l'année 2013 a été diminué d'environ 30% pour les inventaires, ce qui nous obligera à revoir à la baisse les objectifs définis en début de projet. ✗ Le contrat d'un collaborateur temporaire MHN n'a pu être renouvelé pour 2014 dû au règlement interne RH. Ceci impactera négativement plusieurs objectifs déterminants du volet coléoptères (inventaires 100 arbres remarquables, plans de gestion, installation de gîtes à insectes, actions de communication, etc.)

- 1 selon la liste cantonale des sites et espèces prioritaires (Lambelet-Haueter, C. Schneider et B. von Arx (2011) conservation des plantes vasculaires du canton de Genève : espèces et sites prioritaires. Conservatoire et Jardin botaniques de la ville de Genève - hors-série n° 12). cet ouvrage présente la liste 256 espèces de plantes vasculaires dites « prioritaires » car plus ou moins fortement menacées sur le plan cantonal voire national. ces espèces sont présentes sur un ensemble de 433 sites, eux-mêmes qualifiés de « prioritaires ».

OBJECTIF 6 : ACHATS DURABLES

LA VILLE DE GENÈVE ACHÈTE EN PRENANT EN COMPTE DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DEMANDE AUX ÉTABLISSEMENTS AUTONOMES ET AUX ORGANISMES SUBVENTIONNÉS DE FAIRE DE MÊME.

responsable: DFL

collaborations: DCA, DEUS, DCS, SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
6.1 D'ICI FIN 2014, 65 % DES ACHATS DE L'ADMINISTRATION SONT EFFECTUÉS EN RESPECTANT LA LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS PUBLICS ET EN INTÉGRANT SYSTÉMATIQUEMENT DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.							
% des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD sur l'ensemble de l'administration	max	-	-	-	-	-	-
	min	-	-	-	-	-	-
% des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD centralisés à la CMAI	max	100%	100%	●	-	-	-
	min	100%	100%	●	-	-	-

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ état des lieux annuel sur les outils à disposition réalisé.
- ✓ outils d'évaluation de la durabilité développés en interne et en collaboration avec un bureau spécialisé en environnement.
- ✓ projet de cartographie des achats en cours de réalisation. ce travail permettra à terme l'établissement d'un premier diagnostic ville de Genève.
- ✓ méthodologie d'évaluation des assortiments à références nombreuses (par ex.: fournitures de bureau). Évaluation écologique des produits de nettoyage. Évaluation écologique et sociale des vêtements de travail.
- ✓ ces développements permettent dès à présent une meilleure prise en compte des critères de développement durable dans le cadre de nombreux appels d'offres.
- ✗ pas d'évaluation possible précise avant le développement d'un outil de gestion permettant de suivre les dépenses précisément. projet d'un logiciel de gestion de la relation fournisseurs (SRM) en attente de validation du plan biennal des systèmes d'information et de communication (PSIC).
- ✗ La création de critères/standards de développement durable (DD) est actuellement en attente.
- ✗ Le développement d'un outil de gestion permettant le suivi et la catégorisation des dépenses est actuellement en attente (pas avant 2015).

6.2 POURSUIVRE LE PROCESSUS DE CENTRALISATION, LA RÉORGANISATION DES ACHATS ET L'OPTIMISATION DES PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT À L'ÉCHELLE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE.							
nombre de contrats signés après adjudication de marchés selon AIMP (année en cours) ¹	max	45	27	●	45	22	●
	min	20			20		
nombre de projets d'appel d'offres lancés (année en cours) ¹	max	16	12	●	13	8	●
	min	8			8		
% des achats de biens et de services achetés de façon centralisée (dès 2014)	max	-	-	-	-	-	-
	min	-			-		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ une réflexion globale sur le positionnement de l'unité et de ses missions a été initiée. Aujourd'hui le DD fait déjà partie des objectifs de la ville. parallèlement, une directive transversale portant sur l'acquisition des biens et des services est en cours d'élaboration. elle intègre notamment la politique que la ville de Genève entend mener en matière d'acquisition de biens et de services et les critères de centralisation d'achat (périmètre).
- ✓ une directive ayant pour but de définir les règles et d'harmoniser les pratiques en matière d'acquisition de fournitures et de services a été finalisée. y figure notamment la politique d'achat de la VdG incluant le respect des principes de développement durable.
- ✓ élaboration et formalisation de l'ensemble du processus d'achat selon les marchés publics.
- ✓ optimisation de la mise en œuvre des procédures d'appels d'offres.
- ✓ état des lieux par type de prestation et par entreprise sociale et création de l'indicateur «recours à des entreprises sociales» pour les achats de fournitures de services en 2015.
- ✓ deux acheteurs ont été engagés (1^{er} avril et 1^{er} décembre).
- ✗ cette année, plusieurs projets d'importance ont été abandonnés ou reportés principalement pour des raisons d'ordre organisationnel.
- ✗ Le cours marchés publics III n'a pas eu lieu cette année.
- ~ projet de cartographie des achats en cours de réalisation. ce travail permettra à terme l'établissement d'un premier diagnostic ville de Genève. ce projet représente un premier jalon vers la mise à disposition éventuelle d'une plateforme d'achat.

¹ uniquement CMAI: à terme, l'objectif est d'étendre cet indicateur à toute l'administration municipale.

6.3 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DEVIENT UNE RÉFÉRENCE DANS LES ACHATS DURABLES ET RESPONSABLES ET FAIT PARTAGER SON EXPÉRIENCE AUX AUTRES COMMUNES. 							
nombre d'actions de communication	max	4	2		4	0	
	min	2			2		
nombre de sollicitations pour des conférences	max	4	4		2	2	
	min	2			1		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ 2 sollicitations pour des conférences ont été réalisées.
- ✗ vacance du poste de responsable sur 2013 explique en partie le report des actions de communication.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 410'000.-	CHF 340'000.-
L'engagement de deux nouveaux acheteurs prévu en 2012 a été effectué en 2013. La différence entre le budget et les dépenses provient des dates d'engagement des 2 acheteurs (1 ^{er} avril et 1 ^{er} décembre). Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
<p>L'objectif n'est actuellement pas en très bonne voie de réalisation, notamment en raison de la vacance du poste de responsable de l'unité. En 2014, un accent particulier sera mis sur le développement d'un outil de gestion permettant l'évaluation de l'objectif détaillé 6.1 ainsi que sur la création de critères/standards de développement durable.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ exemplarité de la CMAI : prise en compte systématique de critères de développement durable pour l'ensemble des achats qu'elle réalise. ✓ directive générale relative aux achats de fournitures et de services en cours de finalisation. ✓ développement de méthodologies d'évaluation de la durabilité pour une meilleure prise en compte des composantes sociale et environnementale du développement durable dans le cadre de nombreux appels d'offres. ✓ projet de cartographie des achats de fournitures et de services en cours de réalisation. ✓ cartographie des entreprises sociales en cours. <p>pour plus d'info :</p> <p>www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/achats-responsables/</p>	<ul style="list-style-type: none"> ~ Les recours déposés dans le cadre des procédures d'appel d'offres ont partiellement grevé les résultats attendus. ✗ projet de mise en place d'un SRM toujours en attente.

OBJECTIF 7 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE OPTIMISE L'OCCUPATION DURABLE DU SOL SUR SON TERRITOIRE.

responsable: DCA

collaborations: DFL, DEUS, DCS, SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
indicateur(s)							
7.1 AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS QUE LA VILLE DE GENÈVE S'EST FIXÉE EN MATIÈRE DE GESTION DURABLE DU SOL, LA CONDUITE DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL "GENÈVE 2020" (PDCOM) EST INTÉGRÉE DANS UN PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'AMÉLIORATION CONTINUE.							☹️
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées	max	12	15	●	24	19	●
	min	10			18		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ en plus des 19 indicateurs construits et communiqués en 2013, les 15 indicateurs publiés en 2012 ont été mis à jour.
- ✗ Abandon de certains indicateurs qui se révélaient être peu pertinents. c'est pourquoi le résultat final comprend 19 indicateurs et non 24. en 2014, un indicateur sera vraisemblablement ajouté .
- ✗ La distinction entre indicateurs complémentaires et cibles a disparu du projet.

7.2 RÉALISATION ET SUIVI QUALITATIF DES FICHES D' ACTIONS PAR PROGRAMME URBAIN (VOIR PDCOM)							😊
% de fiches d'actions par programme urbain réalisées et suivies (sur un total de 27 fiches)	max				75%	100%	●
	min				50%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ réalisation et publication de toutes les fiches-actions.

7.3 ÉLABORER UN PROJET VISANT À METTRE EN PLACE UN QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION SUR LA QUALITÉ DE VIE DES HABITANT-E-S/EMPLOYÉ-E-S EN VILLE DE GENÈVE.							☹️
état d'avancement du projet	max				75%	25%	●
	min				50%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le service de l'urbanisme a élaboré un plan de projet pour mesurer l'opportunité et la faisabilité d'un tel projet. celui-ci a été discuté sur un plan technique avec les autres départements. il reste encore à trouver un service pilote pour porter concrètement ce projet.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés a pu être prise en charge par le budget de fonctionnement des services du département concerné.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
Les objectifs 7.1 et 7.2 ont été revus en cours d'année (fiches-indicateurs et actions) et sont en bonne voie de réalisation. Le portage de l'enquête de satisfaction reste encore à clarifier.	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ disponibilité des résultats sur Internet. ✓ large diffusion des résultats (CA, CM, État, public). 	<ul style="list-style-type: none"> ~ concrétisation du projet de questionnaire de satisfaction sur la qualité de vie des habitants/employés en ville de Genève. ~ visibilité des résultats sur le site Internet à améliorer. ~ Allègement de la procédure de mise à jour visant à pouvoir publier des résultats dès juin 2014.
pour plus d'info :	
www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/amenagement-territoire/	
http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/plan-directeur-communal/monitoring/	

OBJECTIF 8 : MOBILITÉ

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART MODALE DU TRAFIC INDIVIDUEL MOTORISÉ À GENÈVE EN RENFORÇANT LES MOBILITÉS DOUCES, L'INFRASTRUCTURE ET L'UTILISATION DES TRANSPORTS PUBLICS ET EN RATIONALISANT LE STATIONNEMENT. ELLE LIMITE ÉGALEMENT LES COMPORTEMENTS DOMMAGEABLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, DE QUALITÉ DE VIE ET DE SÉCURITÉ.

responsable: DCA

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
8.1 MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS « MOBILITÉ » INSCRITS AU PLAN DIRECTEUR GENÈVE 2020 ET INTÉGRATION DU PROGRAMME D'ACTIONS DU SAM DANS UN PROCESSUS D'ÉVALUATION D'ICI 2012, PUIS D'AMÉLIORATION CONTINUE.							
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées (dès 2012)	max	2	2	●			
	min	1					
faits marquants 2013 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ indicateurs de mobilité intégrés dans le Plan directeur communal Genève 2020. ✓ poursuite des études en matière d'assainissement du bruit, développement et améliorations du réseau cyclables, sécurité aux abords des écoles, améliorations de zones 30km/h, développement de l'offre en stationnement pour les vélos, projets d'aménagement dans les quartiers, accompagnement des grands projets, etc. 							
<p>~ Abandon de l'intention de définir des indicateurs supplémentaires pour le Plan directeur communal Genève 2020, certains se révélant être non pertinents. c'est pourquoi le nombre de fiches d'indicateurs n'a pas augmenté en 2013 et ne devrait plus augmenter. cet objectif est considéré comme atteint. Il n'est donc plus pertinent de l'évaluer en tant que tel.</p>							

8.2 DÉVELOPPER UN SET D'INDICATEURS POUR CHAQUE THÉMATIQUE DU PROGRAMME D'ACTION DU SAM ET L'INTÉGRER DANS LE SYSTÈME DE MONITORING DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL (PDCOM).							
nombre d'indicateurs définis et intégrés dans le monitoring du PDCOM	max	2	2	●			
	min	2					
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées à travers le monitoring du PDCOM (dès 2012)	max	2	2	●			
	min	1					
faits marquants 2013 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ fiche assainissement du bruit routier réalisée. ✓ fiche aménagements cyclable: travail important réalisé avec le canton pour mettre à jour la base de données cantonale des aménagements cyclables. La méthode de calcul de la ville de Genève est différente de celle du canton. Fiche 2013 basée sur la méthode de la ville. ~ cet objectif est considéré comme atteint. Il n'est donc plus pertinent de l'évaluer en tant que tel. Il convient à présent de suivre l'évolution des objectifs et des indicateurs au travers de chaque fiche réalisée. 							

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
<p>En 2013, les indicateurs ont atteint leur valeur cible maximale et ne peuvent plus évoluer en tant que tels. La ville explore la pertinence de développer de nouveaux objectifs détaillés et de nouveaux indicateurs pour 2014.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les fiches créées en 2012 permettent de communiquer à satisfaction sur les réalisations en matière de mobilité, dans le domaine concerné. ✓ La création des indicateurs et des fiches relatives est directement liée au monitoring du PDCOM (cf. objectif 7). ~ La base de données des aménagements cyclables doit faire l'objet d'une attention particulière dès lors qu'elle est alimentée par le canton. Le processus de vérification proposé devra être testé et fiabilisé en 2014. <p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/mobilite/</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/monitoring/priorites-indicateurs/</p>	

OBJECTIF 9A : INTÉGRATION

LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS AUX PRESTATIONS DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ET DE SES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS AUX MIGRANTES ET AUX MIGRANTS NON FRANCOPHONES.

responsable: sjs

collaborations : DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	au 31.12.2012		au 31.12.2013		degré de réalisation
9A.1 D'ICI À FIN 2013, DES OUTILS DE COMMUNICATION SPÉCIFIQUES SUR LES PRESTATIONS DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ ONT ÉTÉ DÉVELOPPÉS À L'ATTENTION DE 5 COMMUNAUTÉS ÉTRANGÈRES À GENÈVE									
indicateur(s)									
nombre d'outils de communication retenus et mis en œuvre	max				5		0		
	min				2				
faits marquants 2013 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ création du groupe d'accompagnement avec partenaires externes dont le BIE et des associations de migrant-e-s. élaboration d'une méthodologie de travail. ~ Le programme d'intégration cantonal poursuit 8 axes stratégiques avec pour chacun des enveloppes financières dédiées. La ville de Genève doit s'insérer dans ces axes afin de maximiser la pertinence des objectifs poursuivis, ce qui a nécessité un ajustement des objectifs avec ce programme. ✗ L'élaboration des supports de communication a été reportée d'une année. 									
9A.2 D'ICI À FIN 2013, UNE FORMATION TYPE DE SENSIBILISATION AUX DIFFÉRENCES CULTURELLES EST PROPOSÉE AUX EMPLOYÉ-E-S DE PROXIMITÉ (RBS, TSHM, CAC, PERSONNEL DES CRÊCHES, LUDOTHÉCAIRES, ETC.).									
% d'employé-e-s de proximité formé-e-s	max				30%		30%		
	min				15%				
faits marquants 2013 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ formation dispensée à tous les services du département de la cohésion sociale et de la gérance immobilière municipale. ✓ formation offerte à 20 agent-e-s de proximité sur la médiation culturelle. ✓ 2 heures de conférence interactives ont été offertes à 160 collaboratrices et collaborateurs de la ville de Genève. ✓ feed-back positif des 160 questionnaires de satisfaction. 									
9A.3 D'ICI À FIN 2014, UN CONCEPT DE MÉDIATION CULTURELLE EST DÉVELOPPÉ NOTAMMENT EN LIEN AVEC L'OUVERTURE DES POINTS INFO-SERVICES									
un concept de médiation réalisé	max				réalisé		réalisé		
	min				réalisé				
faits marquants 2013 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ formation à la médiation culturelle réalisée. Les résultats de l'étude démontrent l'importance de la création de tels lieux pour favoriser l'intégration culturelle dans les quartiers. un concept de médiation culturelle envers les roms pour les agents de proximité a été développé en collaboration avec le conseil de l'Europe. ✓ ce concept a mené à l'organisation d'une formation pour le personnel de terrain de la ville de Genève (police municipale, voirie, uac) et pour des personnes roms formés à la médiation. 									

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 288'540.-	CHF 220'054.- (comprenant : formation, médiation culturelle, coordination et communication)
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
La mise en œuvre a débuté en 2013 et l'objectif a pu être évalué pour la première fois. un accent devra être mis en 2014 sur l'élaboration des supports de communication à l'attention de 5 communautés étrangères pour atteindre l'objectif fixé.	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ 30% d'employé-e-s de proximité ont été formé-e-s pour les sensibiliser aux différences culturelles ✓ un concept de médiation culturelle a été développé en relation avec la population rom, qui se poursuivra en 2014 en collaboration avec le conseil de l'Europe. ✗ malgré la création d'un groupe d'accompagnement, le nombre de supports de communication prévus pour 2013 à l'attention de 5 communautés étrangères à Genève n'a pas été atteint. L'articulation avec la politique cantonale en a en partie ralenti leur élaboration. 	
pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/action-communautaire-proximite/	



LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN PROJET PILOTE DE LUTTE CONTRE LES INCIVILITÉS DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES, CULTURELLES ET SPORTIVES.

responsable: DCS

collaborations : DFL, DEUS, SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
9B.1 D'ICI À FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A DÉFINI, MIS EN ŒUVRE ET TESTÉ UN MODE OPÉRATOIRE TRANSVERSAL SUR LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS.							
état des lieux réalisé des problématiques de sécurité et d'incivilités et des types d'interventions existants en ville de Genève (dès 2013)	max				réalisé	mandat	
	min				mandat		
validation par le CA d'un mode opératoire transversal (dès 2013)	max				réalisé	-	
	min				réalisé		
évaluation réalisée du projet pilote (dès 2013)	max				réalisé	-	
	min				réalisé		

- faits marquants 2013 et/ou remarques :**
- ✓ un bilan sur la «traversée nocturne» a été réalisé fin 2013.
 - ✗ bien que cet objectif ne soit pas encore réalisé, le mandat pour la réalisation de l'état des lieux est en cours depuis décembre 2013. Il s'achèvera en avril 2014. un comité interdépartemental a été constitué (DCS, DEUS, SJS); le mandat a été confié à mobilidée; le cahier des charges et la planification sont disponibles.

9B.2 D'ICI À FIN 2014, LE DCS A FORMÉ L'ENSEMBLE DE SON PERSONNEL « TERRAIN » À LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS ET À L'APPROCHE DE LA SÉCURITÉ PRÉVENTIVE.							
taux de diminution des cas d'incivilités (base 2011) dans l'infrastructure choisie (phase test) enregistrés par l'USP (interventions de la police comprise)	max	75%	65%		85%	85%	
	min	60%			75%		

- faits marquants 2013 et/ou remarques :**
- ✓ EN 2013, 193 personnes ont été formées sur environ 600 personnes concernées par la problématique de l'accueil des publics, soit 32%, dont :
 - 1) 105 personnes ont bénéficié de la formation «optimiser le contact avec le public» en 2013, soit l'ensemble du personnel de terrain du service des sports (formation sur-mesure à la gestion des conflits).
 - 2) 88 participant-e-s impliquant les équipes de surveillance des 3 musées, soit l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices concerné-e-s (formation sur-mesure aux techniques de surveillance et de sécurité).
 - ✓ nous estimons que depuis 2011, 85 % du personnel de terrain a donc été formé.
 - ~ report de la formation sur-mesure à l'approche des problématiques d'incivilités dans les infrastructures culturelles - module spécial pour les MUSEES en 2014 et pour les salles de spectacle (SAT) dans un premier temps. Le mandataire est l'observatoire universitaire de la sécurité de l'UNIGE. Le lancement du programme est prévu en automne 2014.

9B.3 D'ICI À FIN 2014, DIMINUTION DE 20% DE CAS D'INCIVILITÉS (BASE 2011) DANS L'INFRASTRUCTURE CHOISIE (PHASE TEST) ENREGISTRÉS PAR L'USP (INTERVENTIONS DE LA POLICE COMPRISE).							
% des cas d'incivilités (base 2011) dans l'infrastructure choisie (phase test) enregistrés par l'usp (interventions de la police comprise)	max	-	-		5%	5%	
	min	-			2%		

- faits marquants 2013 et/ou remarques :**
- ✓ valeur cible atteinte, si l'on considère le cas-test de la BGE.
 - ✓ un mandat est en cours, lancé en 2013, pour une action de teambuilding de l'unité de sécurité préventive (usp), avec des objectifs de cohésion d'équipe, de clarification des missions (mise à jour des cahiers des charges). Il s'agit d'une phase de transition pour l'équipe, qui a été beaucoup mobilisée dans cette démarche, dans le but de gagner en cohérence d'action et en efficacité.
 - ✓ Le service des sports est de plus en plus demandeur : en 2013, l'équipe des usp a été renforcée. Il s'agira d'être attentif à prioriser les besoins de plus en plus pressants.
 - ✓ Les vernets sont annoncés comme site d'intervention pour 2014.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 205'000.-	CHF 174'000.-
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
<p>Le volet formation de l'objectif et la traversée nocturne sont des points positifs pour 2013. Les autres volets de l'objectif (mandat, observatoire, recadrage des missions de l'usp) mériteront d'être améliorés en 2014.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ grande plus-value des formations, qui se sont très bien passées, grande satisfaction des participant-e-s.✓ net gain de l'unité de sécurité préventive (usp), dû à l'engagement de trois auxiliaires supplémentaires.✓ la traversée nocturne a été une réussite, l'heure est aux décisions politiques.✓ soutien précieux de la DRH.~ le défi majeur à relever pour le travail de l'équipe de l'usp est la priorisation des besoins ainsi que le recadrage des missions.✗ L'observatoire universitaire des incivilités de l'UNIGE a pris un retard certain. <p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/vivre-ensemble/</p>	

LA VILLE AUGMENTE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART DES PRODUITS LOCAUX ET DE SAISON CONSOMMÉS AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS PROPRIÉTÉS DE LA VILLE DE GENÈVE.

responsable: sjs

collaborations: DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
10.1 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).							
% d'établissement proposant 1 menu GRTA par mois	max	80%	83%		90%	76%	
	min	60%			70%		
10.2 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).							
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 1 produit GRTA	max	80%	95%		95%	95%	
	min	60%			80%		
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 2 produits GRTA (dès 2013)	max				10%	13%	
	min				50%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ contacts réguliers entre direction générale de l'agriculture (DGA) et les services de la ville dans un but d'amélioration continue.
 - ✓ lettre annuelle de rappel et bilan aux ACRS et IPE.
 - ✓ fourniture des listes actualisées des entreprises fournisseuses aux équipes de cuisine.
 - ✓ mise en évidence du/des produit/s GRTA dans le libellé des menus.
 - ✓ contrôle des conditions d'affichage et de l'utilisation de la marque GRTA par le service de la consommation et des affaires vétérinaires du canton dans les ACRS et IPE.
 - ✓ rencontre annuelle des équipes de cuisine avec resp. GRTA par l'intermédiaire des services de la ville.
 - ✓ évaluation annuelle de la satisfaction de la demande (volume, diversité de l'offre, régularité de l'approvisionnement, problèmes rencontrés...).
 - ✓ sondage informel auprès des équipes de cuisine.
 - ✓ demande aux ACRS d'adhérer au cahier des charges restauration collective GRTA (= 2 produits GRTA/j.). 2 associations (11 restaurants) ont obtenu la certification en novembre 2013.
- ~ Le nombre d'ACRS proposant un menu GRTA mensuel a diminué, l'accent ayant plutôt porté cette année sur l'augmentation du nombre de produits GRTA par jour, conformément au cahier des charges GRTA. une stratégie va être développée courant 2014 pour permettre l'augmentation du nombre de menus GRTA par mois.
 - ~ ACRS: calcul des surcoûts par DGA pour quelques produits; pas de chiffrage précis du surcoût car comptabilité gérée par ACRS et IPE et non par les services de la ville de Genève.
 - ✗ Aucune rencontres entre les équipes de cuisine (IPE et ACRS) et entreprises fournisseuses n'a été organisée.
 - ✗ pas de bilan de la rencontre annuelle entre équipes de cuisine et responsables GRTA.

10.3 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR LES ENFANTS.							
nombre d'actions de sensibilisation auprès des enfants	max	8	9		8	10	
	min	6			6		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Affiches et masque de menus présents toute l'année dans les restaurants scolaires; serviettes proposées en juin 2013 à tous les enfants (5'000), plus lors des 10 animations (800 enfants).
 - ✓ 10 écoles ont accueilli les animations GRTA de l'État de Genève, soit plus de 800 enfants touché-e-s; séance préalable d'information à l'équipe parascolaire.
- ✓ 36 ateliers de cuisine locale accueillant 10 enfants à chaque fois ont été organisés dans deux écoles différentes, dans le cadre des ateliers sports et animations.

10.4 AUGMENTATION DU NOMBRE D'ENTREPRISES LABELLISÉES GRТА							
nombre d'entreprises labellisées GRТА	max	300	335	-	360	340	-
	min	280			300		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

La campagne peut avoir un effet sur le nombre d'entreprises labellisées GRТА, par le marché induit par les lieux de restauration collective. Il est clair, toutefois que l'évolution du nombre d'entreprises dépend de nombreux autres facteurs, échappant à l'action de la ville de Genève. Cet objectif est donc à titre informatif, mais ne rentre pas dans l'évaluation de l'objectif global

10.5 AUGMENTER LE NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (CAFÉS, RESTAURANTS) PROPRIÉTÉS DE LA VILLE OU SITUÉS SUR SON TERRITOIRE QUI PARTICIPENT À LA SEMAINE DU GOÛT. DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRТА).							
% d'établissement propriété de la ville participant à la semaine du goût	max	50%	30%	●			
	min	30%					
nombre de lieux situés sur la ville de Genève intégrés à la semaine du goût	max	8	8	●	15	25	●
	min	4			10		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Augmentation globale du nombre d'établissements participant à la semaine du goût (47) en raison principalement des nouveaux lieux non propriété de la ville.
 - ✓ pour la première fois, le nombre d'établissement non propriété de la ville est majoritaire.
- ~ L'objectif d'augmenter le nombre de ces établissements n'est plus pertinent, car l'important est de réunir un maximum de lieux, propriété ou non de la ville de Genève. L'indicateur n'a donc pas été relevé en 2013.

10.6 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENGAGEMENT DES ÉTABLISSEMENTS PARTICIPANT À LA SEMAINE DU GOÛT.							
% d'établissements ayant reçu la plus haute catégorie du label «semaine du goût», décerné par le service Agenda 21 (dès 2013)	max				25%	49%	●
	min				15%		
% d'établissement proposant un plat du jour «semaine du goût» et ayant établi une relation directe avec un producteur de la région. (dès 2013)	max				70%	30%	●
	min				50%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ introduction d'un cahier de charge avec 3 niveaux d'engagements ainsi que d'une charte.
 - ✓ près de 50% des établissements respectent de manière globale les engagements demandés.
- ✗ une majeure partie des établissements ont proposé un plat du jour, par contre, ils étaient peu à respecter le lien direct avec les producteurs et productrices. Il est constaté que la plupart des restaurants passent par des intermédiaires, ce qui n'est pas forcément mauvais si les informations sont disponibles. Or, en 2013 ça a rarement été le cas.
- ✗ Les liens directs avec les producteurs et productrices ou l'exigence de transparence/ information est assez rarement respectée.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
SJS : CHF 145'022.-	SJS : CHF 145'022.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite en partie (SJS) ou totalement (DFL) sur le budget de fonctionnement des services en charge de la mise en œuvre.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
<p>2013 a été une année de transition pour permettre une amélioration des objectifs initiaux. Il en découle une évaluation globale moyenne, due à la mise en place de nouveaux objectifs (ACRS/IPE), ou due à des valeurs cibles en décalage avec les nouvelles priorités (semaine du goût).recadrage des missions de l'USP mériteront d'être améliorés en 2014.</p>	
<p>ACRS/IPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Important travail de mise en relation entre les différents acteurs et actrices (canton, équipe de cuisine, entreprises fournisseuses,...), ainsi qu'un fort soutien de ces acteurs pour faciliter la mise en oeuvre de cet objectif. ✓ 2 associations (11 restaurants) ont obtenu en novembre 2013 la certification restauration collective GRTA (= 2 produits GRTA/j.). ✓ Augmentation du nombre d'entreprises labellisées GRTA et donc de l'offre. ✓ Amélioration de l'offre de sensibilisation pour les enfants dans les écoles. <p>semaine du goût:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmentation globale du nombre d'établissements participants (47). objectifs de qualité ajoutés et précisés (charte, niveaux d'engagements). ✓ engagement de meilleure qualité des établissements (moins de restaurants ne jouant pas le jeu). ✓ partenariat consolidé avec la société des cafetiers. ✓ accueil de plus en plus favorable des restaurateur-trice-s, ainsi qu'une meilleure compréhension des enjeux. <p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/economie-locale/ http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/manifestations-evenements/semaine-gout/</p>	<p>ACRS/IPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ~ Le nombre d'ACRS proposant un menu GRTA mensuel a diminué, l'accent ayant plutôt porté cette année sur l'augmentation du nombre de produits GRTA par jour, conformément au cahier des charges GRTA. une stratégie va être développée courant 2014 pour permettre l'augmentation du nombre de menus GRTA par mois. ~ calcul des surcoûts par la direction générale de l'Agriculture du canton (DGA) pour quelques produits; pas de chiffrage précis du surcoût, car la comptabilité est gérée par les ACRS et IPE et non par les services de la ville de Genève. ✗ Aucune rencontre entre équipe de cuisine (IPE et ACRS) et entreprises fournisseuses n'a été organisée. <p>semaine du goût:</p> <ul style="list-style-type: none"> ~ Les principaux défauts du projet (mauvaise communication des restaurants, peu ou pas de liens directs avec les producteur-trice-s, trop de restaurants qui font le minimum, confusion produits locaux et recettes du terroir) n'ont pas été résolus avec les nouveaux critères d'engagements. une réflexion a été menée pour adopter une approche plus personnalisée, en vue de la prochaine édition : mieux se focaliser sur la spécialité / plus-value de chaque restaurant, faire plus de coaching, envisager la communication de manière individuelle.

LA VILLE DE GENÈVE AUGMENTE LES POSSIBILITÉS DE TEMPS PARTIEL ET D'EMPLOIS PARTAGÉS DANS SON ADMINISTRATION AFIN DE FACILITER L'ARTICULATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET PRIVÉE.

responsable: DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
11.1 D'ICI FIN 2014, 100% DES EMPLOYÉ-E-S DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ONT ÉTÉ INFORMÉ-E-S DES POSSIBILITÉS D'ACCÈS AU TEMPS PARTIEL ET SUR LES QUESTIONS D'ÉQUILIBRE ENTRE VIE PRIVÉE ET PROFESSIONNELLE. 							
nombre d'interventions effectuées dans les séminaires du catalogue annuel de formation	max	12	12		13	41	
	min	8			9		
% d'employé-e-s touché-e-s par des formations "égalité"	max	3.5%	4%		5.5%	13%	
	min	2.2%			4%		
nombre d'actions de communication réalisées (internes et publiques)	max	2	1		3	7	
	min	1			2		
nombre de rencontres DRH-RRHD organisées qui traitent du temps partiel (dès 2013)	max				4	5	
	min				2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le % d'employé-e-s informé-e-s a substantiellement augmenté, en particulier grâce aux séminaires «conduite de l'entretien périodique» rendu obligatoire pour les supérieur-e-s hiérarchiques.
- ✓ mise en œuvre du 1^{er} emploi partagé en ville de Genève : une femme et un homme se partagent à 50% le poste d'administrateur et d'administratrice du fonds chômage au service Agenda 21-ville durable.

Actions de communication :

- ✓ 2 interventions sur mesure relatives "à la déconstruction des stéréotypes de genre" ;
- ✓ 1 journée "Futur en tous genres" ;
- ✓ 2 interventions publiques : au VPE en promotion des emplois partagés ; à l'université de Genève dans le cadre d'une formation continue.
- ✓ présentation des actions menées en vdg auprès des partenaires sociaux ainsi que des associations genevoises.

11.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A EFFECTUÉ UN ÉTAT DES LIEUX DU TEMPS PARTIEL AU SEIN DE SON ADMINISTRATION ET A MIS EN PLACE UN MONITORING ANNUEL. 							
état des lieux du temps partiel au sein de l'administration effectué (au 31.12.2012)	max				effectué	effectué	
	min				effectué		
monitoring du temps partiel au sein de l'administration effectué	max				effectué	effectué	
	min				effectué		
existence d'une nouvelle procédure RH à mettre en œuvre permettant de récolter les données nécessaires pour effectuer le suivi de cet objectif (dès 2014)	max						
	min						

données statistiques complémentaires (ville de Genève) :

En 2013 : postes proposés à temps partiel I (50% à 89%) correspond à 25%. pas d'augmentation depuis 2012.
 En 2013 : répartition «femmes-hommes» des postes à temps partiel I (50% à 89%) correspond à 74% de femmes et 26% d'hommes. Légère diminution de l'écart depuis 2012 (4%).
 En 2013 : répartition des postes à temps partiel I (50% à 89%) entre les dépt. de l'admin. correspond à 42% au DPA, 29% au DFL, 30% au DCA, 36% au DCS, 7% au DEUS et 34% au DCSS. Plus forte augmentation depuis 2012 : DFL (+3%).
 En 2013 : répartition des postes à temps partiel I (50% à 89%) par classe de salaire correspond à 21% des non-cadres (classes A-H), 41% des cadres intermédiaires (classes I-M) et 19% des cadres supérieur-e-s (classes N-V). seul les cadres intermédiaires ont augmenté depuis 2012 (+2%).

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite presque totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global, à l'exception des frais de réceptions pris en charge par le CA.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectif en bonne voie de réalisation	
<ul style="list-style-type: none">✓ Le % d'employé-e-s informé-e-s- a substantiellement augmenté, en particulier grâce aux séminaires «conduite de l'entretien périodique» obligatoire pour les supérieur-e-s hiérarchiques.✓ mise en œuvre du 1^{er} emploi partagé en ville de Genève : une femme et un homme se partagent à 50% le poste d'administrateur et d'administratrice du fonds chômage au service Agenda 21-ville durable. <p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/conditions-travail/</p>	<p>~ Les domaines de progression demeurent la promotion du temps partiel auprès des hommes et des postes de cadres supérieur-e-s. A noter que ces domaines sont fortement liés à une culture d'organisation du travail qui implique un travail en profondeur et dans le temps; de même qu'ils sont liés à une organisation personnelle et familiale qui dépasse le champ d'action de la ville de Genève en tant qu'employeur.</p> <p>Par ailleurs, 13% du personnel touché peut sembler toujours un pourcentage bas. En fait, il est à mettre en perspective avec les employé-e-s travaillant à temps partiel I (25% des postes, au 31.12.13), et le % augmente de facto du fait que leurs collègues et supérieur-e-s hiérarchiques sont informé-e-s (ce % reste difficilement mesurable).</p>

LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS À L'OFFRE CULTURELLE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES.

responsable: dcs

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
12A.1 LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN RÉSEAU DE PARTENARIATS EFFICACES AVEC LES ASSOCIATIONS ŒUVRANT DANS LE HANDICAP ET LES ASSOCIATIONS CULTURELLES DANS LE BUT DE TRAVAILLER EN PARTENARIAT. 							
nombre d'actions par année réalisées en partenariat	max	5	6		6	6	
	min	3			5		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Les 2 projets ci-dessous non prévus en 2013 ont permis un bel élargissement de la base de données.
 - 1) «naturellement». ce projet de land art qui a été mis en œuvre avec le soutien du CRFG a permis de porter la question de la culture et du handicap à un niveau régional.
 - 2) «Le festival out of the box». ce festival sur l'art inclusif a permis d'inscrire Genève dans une perspective nationale avec le réseau intégré'art piloté par le % culturel migros.
- ✓ outre les mêmes partenaires qu'en 2012 les nouveaux partenaires ont été : SGIPA, CRFG, ferme de chosal, les interprètes indépendantes.
- ✓ La traduction de spectacles et de contes en langue des signes a été modélisée et mise en œuvre à plusieurs reprises.

12A.2 LA VILLE DE GENÈVE FACILITE L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS. 							
nombre de typologies de mesure (concepts) d'accessibilité par type de handicap mis en œuvre par année	max	5	5		6	7	
	min	3			4		
nombre d'actions mises en œuvre par année	max	15	16		15	21	
	min	10			10		
nombre de manifestations par année pouvant accueillir des personnes en situation de handicap (visuel, ou auditif, ou mental, ou à mobilité réduite) (dès 2014)	max						
	min						

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le projet de parcours vidéoguidé a été modifié en parcours audiodécrit en tant que première phase d'adaptation d'un des sentiers culturels proposés par la ville de Genève.
- ✓ 3 expositions ont été audiodécrites en 2013 : au MEG à l'Ariana et au MAN. La médiation s'est faite dans certains cas avec des personnes en situation de handicap visuel.
- ✓ 2 spectacles ont été audiodécrits : l'un au grand théâtre, l'autre à la comédie. Il convient de mentionner que le théâtre de carouge s'est inspiré de notre action et a, lui aussi, pu programmer un spectacle audiodécrit grâce à l'expertise de la ville de Genève.
- ✓ série de 6 visites (handicap mental) dans 5 musées de la ville de Genève et une pièce de théâtre.
- ✓ 3 pièces de théâtre ont été surtitrées par la ville.
- ✓ traduction en langue des signes du nouveau programme de spectacles et contes.
- ✓ un festival d'art inclusif a vu le jour, intitulé "out of the box" lors duquel la ville a proposé un spectacle bilingue oral et LSF.
- ✓ un artiste de renommée internationale a travaillé avec des personnes handicapées pour créer une œuvre d'art et de nature (visible aux CJB, 2013-2014). cette réalisation a fait l'objet d'un programme de médiation (125 élèves et 139 personnes en situation de handicap).
- ~ un concept d'accessibilité au sein d'une manifestation du département de la culture et du sport (DCS) n'a pas encore été mis en œuvre, mais est en cours d'élaboration et se matérialisera probablement lors de la prochaine nuit des musées.

12A.3 LA VILLE DE GENÈVE OFFRE UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE DEGRÉ D'ACCESSIBILITÉ DE SES MUSÉES POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (TOUS HANDICAPS CONFONDUS). 							
nombre de musées de la ville de Genève offrant une information détaillée sur l'accès pour les personnes en situation de handicap	max	2	3		2	2	
	min	1			1		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le projet a été transformé et adapté aux nouveaux besoins. en effet, dans le cadre de la refonte du site internet du musée d'art de l'histoire, une rubrique a été pensée pour donner l'information de manière simple aux publics en situation de handicap. il en est presque de même pour l'Ariana qui a créé de nouvelles pages à ce sujet afin de pouvoir bacular ces contenus dans le futur site qui devrait être en ligne début 2014. En outre, le site Accessibilité.ch devrait permettre de remplacer à terme le projet de fiche avec un système plus interactif sur le web.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	
		au 31.12.2012			au 31.12.2013			
indicateur(s)								
12A.4D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE MET EN ŒUVRE UN PLAN DE COMMUNICATION SUR L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.								
Plan de communication	max	réalisé	réalisé	●	réalisé	réalisé	●	
	min	réalisé			réalisé			
nombre d'actions de communication	max	10	14	●	10	10	●	
	min	6			6			

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ toutes les actions ont fait l'objet de communication avec des fiches descriptives, des mailings de relance, de l'affichage, des flyers d'information, des discours, des communiqués et dossiers de presse. L'information a été bien relayée dans les supports des associations concernées ainsi que dans des médias plus généraux comme le vivre à Genève, le courrier ou Léman bleu.
- ✓ Le plan de communication s'est formalisé avec les supports décrit ci-contre. Il convient de relever qu'une série de vidéos sur les mesures a été réalisée ainsi qu'un film long métrage sur la question de la culture et du handicap.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 214'000.-	CHF 191'542.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectif ambitieux et en bonne voie de réalisation	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le projet handicap et culture de la ville de Genève a maintenant valeur d'exemple au niveau cantonal, régional et national. ✓ Le réseau de partenariat s'étoffe et génère de nouvelles synergies, donnant naissance à des projets nouveaux portés par les partenaires. ✓ Les mesures mises en place essaiment dans les réseaux des opérateurs culturels. ✓ La communication est relayée par les institutions concernées du domaine du handicap et font l'objet dans certains cas d'une complète réappropriation. ✓ Le projet visant à l'intégration de personnes en situation de handicap au sein de l'offre culturelle est déjà passé au palier de l'inclusion de ces personnes dans le domaine culturel (par exemple en tant que médiateur ou médiatrice). ~ Il est parfois difficile d'éliminer les barrières de l'accès à la culture, sachant que pour des personnes en situation de handicap les freins sont accrus : barrières physiques multiples, mais aussi symboliques (historique d'exclusion). 	
<p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/</p>	

LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU LES INFRASTRUCTURES CULTURELLES.

responsable: DCS

collaborations: DCA

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
indicateur(s)							
12B.1 LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU SES INFRASTRUCTURES CULTURELLES SELON LES PLANS FINANCIERS D'INVESTISSEMENT (PFI).							
% de mise en œuvre du PFI	max	40%	44.6%		50%	56.6%	
	min	25%			40%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ 3 nouveaux chantiers se sont ouverts : bot 3, La console et les dépôts des collections à l'écoquartier Jonction.
- ✓ Les travaux d'assainissement acoustique des salles de l'usine, la cave 12 et la rénovation des façades du MHN ont été terminés.
- ✓ 1 nouveau crédit de réalisation a été déposé (Am stram gram : machinerie).
- ✗ 2 crédits d'étude déjà votés ont été reportés car ils n'ont pas été considérés prioritaires.
- ✗ Le crédit d'étude pour la BGE bastions a été refusé.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global et principalement sur les crédits d'investissements	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
Les investissements dans les infrastructures culturelles sont satisfaisants, malgré quelques reports de crédits.	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ 3 nouveaux chantiers se sont ouverts : bot 3, La console et les dépôts des collections à l'écoquartier Jonction. ✓ Les travaux d'assainissement acoustique des salles de l'usine, la cave 12 et la rénovation des façades du MHN ont été terminés. ✓ 1 nouveau crédit de réalisation a été déposé (Am stram gram : machinerie). <p>pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✗ 2 crédits d'étude déjà votés ont été reportés car ils n'ont pas été considérés prioritaires. ✗ Le crédit d'étude pour la BGE bastions a été refusé.

LA VILLE DE GENÈVE RENFORCE LA DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES.

responsable: DCS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
12C.1 D'ICI FIN 2013, LA VILLE DE GENÈVE SE DOTE D'UN DOCUMENT DE RÉFÉRENCE POUR LA POLITIQUE D'ACQUISITION DE SES INSTITUTIONS PATRIMONIALES, RENFORÇANT L'ENGAGEMENT DÉONTOLOGIQUE DESDITES INSTITUTIONS ET ASSURANT LA CONFORMITÉ DES COLLECTIONS AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES DE LA PROFESSION. 							
% de mise en œuvre d'un document de référence encadrant la politique d'acquisition des musées et des institutions patrimoniales municipales	max	50%	50%		75%	60%	
	min	25%			50%		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Le document n'a pas encore été soumis au conseil administratif (CA), car il dépend d'aspects financiers liés à la mise en œuvre de la politique d'acquisition des musées. La validation du service juridique a par contre été obtenue. ✗ La mise en ligne se fera après la validation du CA. 25% : création du document 50% : validation par la commission de déontologie 75% : validation par le CA 100% : mise en ligne du document							
12C.2 D'ICI FIN 2014, 100% DES CONVENTIONS RELATIVES AUX PARTENARIATS, DONS, LEGS, DÉPÔTS ET PRÊTS D'OBJETS, D'ŒUVRES OU DE COLLECTIONS AUX INSTITUTIONS PATRIMONIALES DE LA VILLE DE GENÈVE ONT ÉTÉ RELUES ET MISES À JOUR. 							
% des conventions relatives aux partenariats, dons, legs, dépôts et prêts d'objets, d'œuvres ou de collections aux institutions patrimoniales de la ville de Genève relues et mises à jour	max	50%	50%		80%	80%	
	min	40%			60%		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ La relecture des conventions a fait émerger la nécessité de se doter de documents-type (prévu en 2014, nouvel objectif). L'idée est d'harmoniser et fluidifier les processus et de capitaliser sur l'important travail de relecture des conventions.							
12C.3 À DATER DE 2011, LES OBJETS, ŒUVRES OU COLLECTIONS DONT LA PROVENANCE EST INSUFFISAMMENT DOCUMENTÉE OU NON-CONFORME AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES INTERNATIONALES, FONT SYSTÉMATIQUEMENT L'OBJET D'UN EXAMEN ET DE RECOMMANDATIONS DE LA PART DE LA COMMISSION DE DÉONTOLOGIE. 							
% des cas litigieux traités	max	100%	100%		100%	100%	
	min	90%			90%		
établissement d'un rapport annuel d'activités permettant le suivi des recommandations de la commission de déontologie	max	rapport 2011 établi	rapport 2011 établi		rapport 2012 établi	rapport 2012 établi	
	min	rapport 2011 établi			rapport 2012 établi		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Le rapport 2010-2012 a été réalisé et présenté au CA, il n'est pas encore en ligne (cf. obj. 12C1). ✓ Le règlement est en ligne.							

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 43'800.-	CHF 16'600.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif est en bonne voie de réalisation et 100% des cas litigieux ont été traités, même si la validation et la mise en ligne du document de référence ont pris un peu de retard.	
<ul style="list-style-type: none">✓ dans le cadre des chantiers menés aujourd'hui sur les musées, la commission de déontologie constitue un pilier éthique. cette démarche permet aux institutions de porter un regard critique sur elles-mêmes.✓ 100% des cas litigieux ont été traités en 2011 et 2012 par la commission de déontologie.✓ perspective à venir : le travail fait au niveau du document de référence pour les collections patrimoniales va être mené pour le domaine de l'art contemporain (2014). pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/	<ul style="list-style-type: none">✗ La clarification de la relation contractuelle avec l'expert en charge du mandat a pris plusieurs mois; cependant la réalisation des objectifs a progressé, avec un peu moins de rapidité que prévu.

OBJECTIF 13 : COOPÉRATION

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN PRIVILÉGIANT LA COOPÉRATION AVEC DES VILLES, EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET EN CONTRIBUANT AU RENFORCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES. ELLE S'ENGAGE À Y CONSACRER 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÈS 2018.

Responsable: DFL

collaborations: DCS et SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
13.1 D'ICI 2018, LA VILLE DE GENÈVE S'ENGAGE À ATTEINDRE LE 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÉDIÉ À DES PROJETS DE COOPÉRATION.							
évolution de la part du budget de fonctionnement consacré à la coopération	max	0.45%	0.54%		0.59%	0.61%	
	min	0.40%			0.54%		

- ✓ **faits marquants 2013 et/ou remarques :**
budget supplémentaire de 500'000 CHF accepté

ce pourcentage tient compte des frais de fonctionnement de la DGS (charges de personnel, honoraires et prestations de service).

13.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE OPTIMISE LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET FINANCIÈRE D'ANALYSE ET DE SUIVI DES PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA VILLE DE GENÈVE.							
constitution d'une commission consultative externe	max	-	réalisé				
	min	réalisé					
état d'avancement du processus d'optimisation (dès 2012)	max	20%	18%		80%	80%	
	min	10%			60%		

- ✓ **faits marquants 2013 et/ou remarques :**
 ✓ Le processus global détaillé du secrétariat a été réalisé.
 ✓ 90% des associations qui ont déposé une demande ont eu un entretien avec un des membres du secrétariat.
 ✓ trois évaluations ont été réalisées sur le terrain dont deux par des mandataires externes. une directive relative aux déplacements à l'étranger du secrétariat de la DGS pour des visites sur le terrain a été édictée.
 ✓ Le formulaire des conditions d'octroi d'une subvention a été modifié. une évaluation externe sur un projet a été mandatée. cependant il n'existe pas d'évaluation systématique.

20% : définition des processus du secrétariat.
 40% : Affinage des formulaires de dépôt d'un dossier et documents d'accompagnement.
 60% : définition des critères techniques de sélection des projets
 80% : bilan et pistes d'amélioration du soutien aux associations pour améliorer la présentation des dossiers.
 100% : Formalisation des outils de suivi, incluse la visite de terrain.

13.3 D'ICI FIN 2014, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST PRIS EN COMPTE DANS LA SÉLECTION DES PROJETS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT FINANÇÉS PAR LA VILLE DE GENÈVE							
intégration dans le formulaire de demande de subvention d'un chapitre sur le développement durable	max				réalisé	réalisé	
	min				réalisé		
état d'avancement de la mise en place des critères de développement durable (dès 2014)	max						
	min						

- ✓ **faits marquants 2013 et/ou remarques :**
intégration dans le formulaire de demande de subvention des points suivants en lien avec le DD.

mise en place de critères de DD (dès 2014) :
 10% : définition de la collaboration service Agenda 21 - ville durable
 40% : définition des thématiques générale de DD
 80% : définition des critères pour les thématiques de DD
 100% : Intégration des critères DD dans la sélection des projets

13.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE GAGNE EN VISIBILITÉ ET SE POSITIONNE COMME UN ACTEUR RECONNU DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT GRÂCE À SES ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION.							
nombre d'actions d'information et de sensibilisation à la coopération au développement soutenues ou organisées par la ville de Genève	max	15	15		20	12	
	min	5			10		

- ✓ **faits marquants 2013 et/ou remarques :**
la ville de Genève a participé et/ou organisé 12 événements en lien avec la coopération au développement

✗ Le plan d'action de communication n'a pas été réalisé
 ~ Les supports physiques de communication ont été réalisés, mais les supports virtuels sont en cours de réalisation

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 500'000.-	CHF 500'000.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'augmentation des ressources et l'optimisation de la gestion sont des objectifs en bonne voie de réalisation. L'enjeu principal pour 2014 sera la mise en place de critères de développement durable pour la sélection des projets.	
<ul style="list-style-type: none">✓ Augmentation du budget de 500'000 CHF.✓ description détaillée des processus du secrétariat.✓ optimisation de l'accompagnement des associations.✓ organisation et participation à plusieurs événements extérieurs.✓ intégration dans le formulaire de demande de subvention d'un chapitre sur le développement durable.	<ul style="list-style-type: none">✗ report de la définition des thèmes généraux de développement durable.✗ Le plan d'action de communication n'a pas été réalisé.~ Les supports physiques de communication ont été développés mais les supports virtuels sont en cours de réalisation.~ une réflexion est en cours sur l'implication du service Agenda 21 - ville durable au sein du secrétariat de la DGVS pour le volet développement durable.
pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/cooperation/	

7.4 LEXIQUE

AUTORITÉS, DÉPARTEMENTS ET SERVICES MUNICIPAUX	
A21	Agenda 21 - ville durable
ACE	Administration centrale
ARC	Architecture
ARI	musée de l'Ariana
BAT	bâtiments
BGE	bibliothèque de Genève
BMU	bibliothèques et discothèques municipales
CA	conseil administratif
CFI	contrôle financier
CIV	état civil
CJB	conservatoire et jardin botaniques
CM	conseil municipal
DCS	département de la culture et du sport (ex-DC)
DCA	département des constructions et de l'aménagement
DEJ	jeunesse
DEUS	département de l'environnement urbain et de la sécurité
DFIN	direction financière
DFL	département des finances et du logement
DG	direction générale
DRH	direction des ressources humaines
DSIC	direction des systèmes d'information et de communication
ECO	écoles et institutions pour l'enfance
ENE	énergie
GCI	génie civil
GIM	gérance immobilière municipale
GTG	grand théâtre de Genève
LEX	service juridique
LOM	Logistique et manifestations
MAH	musées d'art et d'histoire
MEG	musée d'ethnographie
MHN	muséum d'histoire naturelle
MHS	musée d'histoire des sciences
SEC	service culturel
SAM	Aménagement urbain et mobilité
SAT	service administratif et technique
SCM	secrétariat du conseil municipal
SDPE	petite enfance (ex-DPE)
SEEP	sécurité et espace publics
SEVE	espaces verts
SIS	incendie et secours
SJS	direction et secrétariat du département de la cohésion sociale et de la solidarité
SPC	promotion culturelle
SPF	pompes funèbres, cimetières et crématoires (ex-FUN)
SPO	sports

SRE	relations extérieures
SOC	social
TAX	taxe professionnelle communale
URB	urbanisme
VVP	voirie – ville propre
AUTRES ABRÉVIATIONS USUELLES	
ACAM	Association des cadres de l'Administration municipale
ACG	Association des communes genevoises
AEHR	Association pour l'étude de l'histoire régionale
AFC	Administration fiscale cantonale
AIMF	Association internationale des maires francophones
AIMP	Accord intercantonal sur les marchés publics
AM	Agent municipal
AMS	Association des musées suisses
API	Association pour le patrimoine industriel
ASAI	Association suisse des auditeurs internes
ASM	Agent de sécurité municipal
ASPIC	Association pour les intérêts des cyclistes
B	budget
BAC	bâtiment d'art contemporain
BBS	Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses
BFQ	budget financier quadriennal
BIPE	bureau d'information petite enfance
BW	business warehouse
C	comptes
CARTS	commission des arts et de la culture
CAS	centres d'action sociale
CCMVL	commission consultative de mise en valeur du livre
CDAG	cabinets d'arts graphiques
CEPTA	centre d'enseignement professionnel technique et artisanal
CEVA	cornavin-eaux-vives-Annemasse
CFE	code de frais par éléments
CFF	chemins de fer fédéraux
CHF	Franc suisse
CESID	certificat de formation continue en information documentaire
CICO	commission de l'informatique et de la communication
CIG	centre d'iconographie genevoise
CMAI	centrale municipale d'achat et d'impression
CMMI	capability maturity model + integration
CMNS	commission des monuments de la nature et des sites
COATTRIM	comité d'attribution immobilière
CODIR	comité de direction
COGESIM	comité de gestion immobilière
CP	commission du personnel
CPR	cours de réanimation cardio-pulmonaire

CRER	centre de rééducation et d'enseignement de la roseraie
CVSC	conférence des villes suisses en matière culturelle
DCTI	département des constructions et des technologies de l'information
DD	développement durable
DDP	droit de superficie distinct et permanent
DFAE	département fédéral des affaires étrangères
DIP	département de l'instruction publique
ENSSIB	école nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
FAPSE	faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
FGC	fédération genevoise de coopération
FIHUAT	fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement du territoire
FMAC	fonds municipal d'art contemporain
FSASD	fondation des services d'aide et de soins à domicile
GRTA	genève région terre d'avenir
HEAA	haute école d'arts appliqués
HEG-ID	haute école de gestion - information documentaire
HES	haute école spécialisée
IDEA	instrument de description électronique des archives
IMV	institut et musée voltaire
IPE	institution de la petite enfance
ISI	intégration des systèmes d'information
KCHF	milliers de francs suisses
LAC	Loi sur l'administration des communes
MAC	manifestation d'art contemporain
MIOS	millions de francs suisses
OPAIR	ordonnance sur la protection de l'air
OPB	ordonnance sur la protection contre le bruit
OCE	office cantonal de l'emploi
OCM	office cantonal de la mobilité
OCPA	office cantonal pour personnes âgées
OFDT	office fédéral du développement territorial
OCOAE	office communal de l'approvisionnement économique
OMS	organisation mondiale de la santé
PAQ	plan d'achats quadriennal
PB	projet de budget
PAP	procédure d'approbation de plans
PAM	plan d'achat mobilier
PDTC	plan directeur des transports en commun
PETS	programme d'emplois temporaires spéciaux
PFI	plan financier d'investissement
PGCP	planification générale de la protection civile communale
PGEE	plan général d'évacuation des eaux
PIQ	plan informatique quadriennal
PLCP	plan directeur des chemins pour piétons
PLQ	plan localisé de quartier
PR	proposition de crédit d'investissement du conseil administratif destinée au conseil municipal

PRV	plan quadriennal de renouvellement des véhicules et engins (hors SIS et voirie)
PS	plan de site
PSDD	programme stratégique de développement durable
RALAC	règlement d'application de la Loi sur l'administration des communes
RESSI	revue électronique suisse de science de l'information
SEF	scène Ella Fitzgerald
SIDIT	systèmes d'information des infrastructures de télécommunication
SIG	services industriels de Genève
SIPV	système d'information du patrimoine vert
SITG	système d'information du territoire genevois
SITV	système d'information du territoire de la ville
SSVG	service social de la ville de Genève
TCMC	tram cornavin, Meyrin, CERN
TCOB	tram cornavin, onex, Bernex
TGSA	tram Grand-saconnex
TPG	transports publics genevois
TSHM	travailleurs et travailleuses sociaux hors murs
TSR	télévision suisse romande
UAC	unité d'action communautaire
UACP	unité d'action communautaire de proximité
UOG	université ouvrière de Genève
ZIC	zone industrielle de Châtelaine (anciennement SIP)

contact :

Agenda 21 - ville durable

rue de l'hôtel-de-ville 5

1204 Genève

Tél : +41 22 418 22 27

Email : info.a21@ville-ge.ch